



Dans l'Éducation nationale : moyens, salaires, conditions de travail, amplifions la mobilisation ! En grève et dans l'action le 31 mars !

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Alsace, CGT Educ'Action et SUD Éducation dénoncent **les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale**. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés. **Dans le second degré**, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées, le constat est sans appel : **une dotation négative de 12 postes, aucune création de poste de CPE et d'administratifs et seulement 2,3 postes et 2 postes respectivement pour les assistant.es de service social et les infirmiers infirmières alors que les besoins sont criants au moment où la santé mentale d'un nombre croissant d'élève inquiète**. Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par le manque de moyens fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées. Tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement.

Dans le premier degré, la carte scolaire dans le Haut-Rhin prévoit une centaine de fermeture de postes à cause dotation négative de 27 postes et avec la contrainte mise sur la création des PAS, en l'absence de moyens spécifiques. Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive, qui vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. La baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe.

Nous dénonçons ce budget 2026 synonyme de dégradation des conditions de travail, de poursuite du déclassement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : **la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale**. Cette fuite en avant, doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation nationale dans le prochain budget.

Dans l'action !

Pour dénoncer et refuser les suppressions d'emplois de la rentrée 2026 et leurs conséquences, exiger un budget 2027 avec des mesures de créations d'emplois et de revalorisation salariale sans contreparties, **la FSU, l'UNSA Éducation, la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Alsace, la CGT Educ'Action et SUD Éducation appellent à la grève et à se rassembler**

**le mardi 31 mars 2026
Square de la Bourse
à 10h30
à Mulhouse**